

Electrices, Electeurs,

Le Parti Communiste Français remercie les électrices et électeurs qui lui manifesté leur confiance à l'occasion du premier tour de scrutin.

Malgré un propagande anti-communiste acharnée, menée par les forces réactionnaires, notre Parti Communiste demeure, avec près de 4 millions de voix, le premier Parti de France et une puissante force d'opposition.

Pour barrer la route à la réaction, la bataille pour le deuxième tour est engagée dans toute la France.

Le premier tour fait apparaître une montée des forces réactionnaires encouragées par la division des forces démocratiques.

Il est clair que le résultat de ces élections aggravera la menace contre les travailleurs et contre les libertés démocratiques.

La loi électorale a été délibérément choisie pour atteindre ce but, favoriser les grandes sociétés capitalistes de notre pays et leurs représentants politiques.

C'est ainsi qu'au premier tour, dans la Circonscription de Metz 1, M. MONDON ayant, en dernière heure, changé une nouvelle fois d'étiquette, est élu avec 25.148 voix sur 65.172 électeurs inscrits. C'est donc 40.000 électeurs qui ne seront pas représentés à l'Assemblée Nationale.

De cette façon, et nous l'avons signalé, la réaction compte liquider toute représentation ouvrière.

UNE POLITIQUE DE PROGRES SOCIAL EST POSSIBLE

Après six mois d'existence, le gouvernement actuel, qui dispose de tous les pouvoirs, n'a résolu aucun des graves problèmes qui sont au centre de vos préoccupations.

La guerre faite au peuple algérien, qui lutte pour son indépendance, continue toujours plus meurtrière et ruineuse : DEUX MILLIARDS y sont chaque jour engloutis.

Les prix n'ont cessé d'augmenter, alors que les salaires, retraites et pensions sont restés bloqués. exemple, qui attendent toujours l'augmentation de 11 % promis depuis 1957. Ils ne sauraient se contenter de l'aumône de 3 % accordée aux actifs, mais refusée aux retraités.

Les paysans travailleurs sont contraints de vendre leurs produits au rabais au profit exclusif des gros intermédiaires qui imposent des prix toujours plus élevés aux populations des villes.

Les artisans, les commerçants subissent le contre-coup de la diminution du pouvoir d'achat de la population laborieuse, diminution causée par la crise économique qui se développe et qu'aggravera le Marché Commun.

Les revendications des fonctionnaires ne sont pas satisfaites, le Statut de la Fonction publique est menacé.

62 milliards de crédits nouveaux pour 1959, absolument nécessaires pour l'Education nationale, sont refusés par le gouvernement qui, cependant, accorde 110 milliards supplémentaires pour le budget de la guerre.

Il faut faire payer les riches par une réforme démocratique de l'impôt et en frappant les profiteurs de guerre.

Un cessez-le-feu immédiat permettrait de mettre fin à la guerre d'Algérie.

La paix est possible à condition que l'on négocie avec ceux avec qui on se bat.

Les ressources dégagées par ces deux mesures permettraient de satisfaire les revendications des classes laborieuses et des vieux travailleurs.

Par ailleurs, la politique extérieure d'indépendance française et de paix fondée sur la coopération pacifique avec les peuples, sans exclusive, que demande notre Parti, exige :

- l'arrêt des expériences atomiques et la course aux armements ;
- le retour des Américains de l'autre côté de l'Atlantique et Speidel de l'autre côté du Rhin ;
- que soit mis fin à la remilitarisation de l'Allemagne.

Dans notre Circonscription, face aux candidats réactionnaires, le M.R.P. SCHAFF, ceux de l'U.N.R., que seuls des appétits personnels séparent, le réflexe républicain exige que tous les travailleurs, tous les démocrates votent pour le candidat présenté par le Parti Communiste Français,

Léon STEINLING

Artisan — Conseiller municipal de Metz

seul candidat valable pour la défense d'une politique
de Progrès social, de Liberté et de Paix,

THE POSITION OF PROTESTANTISM IN FRANCE

LEON STEINLING